

Atelier n°4

UNE SOCIO-HISTOIRE DU MILITANTISME EN MILIEU POPULAIRE : LE CAS COMMUNISTE

Communication proposée par
Julian Mischi*

Les pratiques politiques des classes populaires devraient constituer un objet privilégié de la science politique. Or force est de constater que les investigations de terrain les plus riches sur ce thème relèvent essentiellement de l'histoire sociale ou de la sociologie du monde ouvrier. On pense notamment aux travaux séminaux de M. Agulhon, E. Thompson et G. Noiriel d'une part, à ceux de M. Verret, R. Hoggart et J.-P. Molinari d'autre part. Centrée généralement sur les institutions, l'analyse politique rencontre des difficultés lorsqu'il s'agit de dévoiler la complexité des appropriations populaires du politique qui ne prennent pas toujours des formes constituées (vote, adhésion à un parti, écrit...). Plus sensible aux discours qu'aux pratiques, elle valorise les productions intellectuelles et laisse échapper la " politique en acte " (M. Verret) des travailleurs manuels. S'intéresser à la politisation des classes populaires nécessite en effet de décentrer le regard en observant leurs pratiques sociales, pour étudier leur rapport au politique partiellement retraduit par les organisations censées les représenter¹. A la difficulté de prendre en compte les comportements infra-politiques, s'ajoute l'absence de mise en perspective historique de nombreuses études politiques du populaire. Ce biais an-historique conduit en particulier à la formation de deux images contestables de la politisation des classes populaires. D'une part, la vision de leur mobilisation passée comme délégation soumise dans une démarche associant holisme social et embrigadement politique². D'autre part, la représentation contemporaine du désengagement populaire en termes de manque, de dépossession, posant un parallèle entre le déclin des organisations du monde ouvrier et la disparition des solidarités de classe.

Face ces constats, l'intérêt d'une approche mobilisant conjointement les outils de la sociologie et de l'histoire pour la compréhension de la structuration d'un parti en milieu populaire est à souligner. L'exposition des résultats mais aussi des difficultés d'un tel usage croisé reposera

* chercheur post-doctorant CNRS (CRHISCO-Université de Rennes 2). Julian.mischi@free.fr

¹ Voir les mises au point de B. Pudal, " Politisation ouvrière et communisme ", in M. Dreyfus, B. Groppo, C. Ingerflom et al., *Le siècle des communismes*, Paris, Editions de l'Atelier, 2000, pp. 67-81.

² Voir les critiques éclairantes d'A. Collovald, " Pour une sociologie des carrières militantes ", in A. Collovald (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de solidarité internationale en faveur du Tiers-monde*, Rennes, PUR, 2002, pp. 177-222.

essentiellement sur une enquête menée sur le PCF¹. Nous évoquerons les problèmes méthodologiques rencontrés puis les principaux apports de la socio-histoire à l'analyse de l'implantation et de la crise de ce parti.

1. Conduire une enquête sociologique de terrain dans une perspective historique

En revenant sur les modalités de construction de notre objet d'étude, nous voudrions montrer comment l'enquête ethnographique, initialement revendiquée, s'est ancrée sur une socio-histoire du politique. Pourquoi cette recherche, qui relevait dans son projet essentiellement de la sociologie politique, a adopté progressivement une visée historique ? Et quels types de problèmes ce dialogue pluridisciplinaire a-t-il posé ?

La dynamique de recherche

Il s'agissait originellement d'analyser la crise contemporaine du PCF à travers une démarche d'observation participante et la réalisation d'entretiens semi-directifs. Un regard ethnographique déployé à l'échelon local devait permettre la mise au jour de possibles modes de recomposition interne à l'institution politique (renouvellement de la culture communiste, mutation des pratiques militantes...). Pour échapper au travers monographique d'une approche centrée uniquement sur la spécificité de territoires², quatre sites ont été sélectionnés pour leur hétérogénéité socio-politique : Pays-Haut lorrain (Meurthe-et-Moselle), bocage bourbonnais (Allier), région de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et agglomération grenobloise (Isère).

Le déroulement de l'enquête nous a conduit à adopter progressivement une perspective historique se traduisant par un élargissement du cadre chronologique d'étude et par une inflexion de la stratégie de recherche. Plusieurs raisons expliquent ce recours aux méthodes de l'histoire et, plus particulièrement, de l'histoire sociale. Il s'est tout d'abord rapidement avéré que l'observation de la crise d'un modèle partisan nécessitait l'analyse des logiques qui ont présidé à sa formation, à sa diffusion et à sa réception. La compréhension de la décomposition des écosystèmes locaux du PCF ne prend sens qu'à l'aune de leurs socio-génèses, comme les logiques de la défection militante s'éclairent au regard des processus d'affiliation. Il a fallu dégager les schèmes concourant à l'établissement de l'influence communiste pour comprendre sa

¹ J. Mischi, *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, thèse pour le doctorat de science politique, EHESS, décembre 2002, 2 tomes, 1077 p.

² Selon les pistes tracées par J.-L., Briquet et F. Sawicki, " L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? ", *Politix* n° 7-8, octobre-décembre 1989, pp. 6-16.

déconstruction : les mécanismes de désobjectivation des partis ne prennent sens que référés à leurs principes de leur structuration.

L'observation des répertoires de sens mobilisés par les acteurs locaux a constitué un autre facteur de prise en compte de l'historicité du PCF. Lorsque l'on s'intéresse aux ressorts symboliques de l'ancrage local du PCF, la question des usages politiques de l'histoire apparaît en effet centrale. Dans sa stratégie d'implantation, le PCF construit et légitime son influence par le recours à des repères historiques. Par un réinvestissement de l'histoire locale, il insère son action dans le prolongement des traditions politiques des régions qu'il investit et entretient le mythe de la longue durée. Dans l'Allier, par exemple, le PCF se présente comme l'héritier d'une histoire rurale progressiste (mouvements paysans contre la conscription, luttes de défense de la République, combats syndicalistes contre les fermiers généraux...) qu'il entend poursuivre. Les communistes opèrent un travail de captation globale de l'héritage républicain local par une multitude de parallèles historiques qui les présentent comme les descendants des révolutionnaires de 1789, des opposants à Napoléon III, des syndicalistes de la Fédération des Travailleurs de la Terre... Loin de s'établir au nom d'un changement radical, le PCF s'efforce le plus souvent de souligner son insertion dans les traditions locales. Comme le souligne M. Hastings, à travers sa description du communisme "nostalgique" d'Halluin¹, l'implantation communiste provoque moins une rupture dans la vie politique locale qu'elle ne matérialise une certaine continuité. Or pour ne pas en rester au simple constat d'une mise en scène politique du passé, il est nécessaire de se pencher sur ce passé afin de montrer comment il est modifié, reconstruit, dans une finalité partisane.

Cette mobilisation de l'histoire n'est pas seulement observable du côté de l'institution politique, elle est aussi présente au sein du discours des militants "de base". Pour reprendre la distinction opérée par M.C. Lavabre à partir des travaux de M. Halbwachs, la prégnance des repères historiques se retrouve non seulement dans la "mémoire historique" véhiculée par le parti mais également dans la "mémoire collective" de la population militante². L'analyse des entretiens montre en effet l'importance du rapport à l'histoire dans la construction des carrières militantes. Les adhésions communistes s'effectuent en référence à des épisodes historiques locaux, à des figures combattantes du passé qui prennent des visages singuliers selon les territoires : le métayer expulsé par le propriétaire terrien, l'ouvrier gréviste renvoyé en Italie... Apposés à des personnages réels, ces figures symboliques sont mobilisées lors des fêtes commémoratives et réactivées par l'action des descendants. Dans les campagnes bourbonnaises, par exemple, on évoque régulièrement l'épisode d'un paysan qui, chassé de sa métairie à la fin du 19^e siècle parce qu'il n'avait pas voulu montrer son bulletin de vote au propriétaire, fut contraint de parcourir le département

¹ M. Hastings, *Halluin la rouge, 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presse Universitaire de Lille, 1991, 433 p.

² M.-C. Lavabre, *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, PFNSP, 1994, 319 p.

comme domestique agricole. La revanche est prise en 1925 lorsque son fils est élu maire communiste de la commune. Puis l'un des petits fils poursuit la tradition familiale : syndicaliste agricole, il est maire communiste d'un village voisin pendant près de quarante ans.

Le cas de cette figure héroïque, ressort symbolique à l'engagement collectif et creuset réel de lignées militantes, met en évidence l'importance des réseaux familiaux dans les mobilisations politiques des classes populaires. La lecture des trajectoires biographiques est ainsi également un élément qui nous a conduit à prendre en compte l'inscription historique des comportements politiques. Les itinéraires militants s'inscrivent dans le passé et nécessitent la mise au jour de logiques généalogiques. L'étude des questionnaires biographiques que devaient remplir les militants est révélatrice. En Meurthe-et-Moselle, 24 des 104 adhérents ayant rempli une " bio " entre 1963 et 1977 ont un père également membre du PCF. Dans le Bourbonnais, ils sont 53 sur 156 dans ce cas pour la période 1944-1964, et 47 sur 141 au cours des années 1970. Ces constats appellent une analyse en terme de générations, essentielle notamment pour la compréhension de la transmission des valeurs politiques en milieu populaire.

De façon plus générale, les logiques collectives révélées par une démarche de type prosopographique invitent à insérer les trajectoires militantes dans des rapports sociaux historiquement constitués. Le recours à l'histoire répond ainsi fondamentalement à une perspective sociologique. Vouloir appréhender les logiques sociales des attitudes politiques nécessite l'inscription de la politisation des classes populaires au sein des transformations touchant leur sociabilité. L'analyse sociologique conduit en particulier à rattacher le déclin du PCF à la crise de reproduction sociale des groupes ouvriers et paysans et donc à ancrer la recherche dans une temporalité longue. Au terme de l'investigation, la genèse et la crise de la forme partisane communiste apparaissent en effet comme étant indissociables des transformations des conditions de vie (habitats, loisirs, intégration familiale) et de travail (qualification professionnelle, division du monde du salariat) ainsi que de l'évolution des représentations collectives (opposition entre " nous " et " eux ", transparence communautaire) des classes populaires.

Méthodes employées et difficultés rencontrées

L'orientation historique de la recherche a des conséquences sur la stratégie adoptée mais aussi sur la construction des terrains d'étude. Par respect de la genèse des comportements politiques, nous avons refusé de prendre une unité spatiale d'analyse construite par l'administration (département, commune) pour nous tourner vers le " local pré-construit " par les pratiques sociales et économiques. L'attention portée à la formation

socio-économique des espaces conduit à orienter le regard vers les bassins d'emploi. Structurant dans le temps long la sociabilité, le type d'habitat et donc les représentations locales¹, ceux-ci semblent constituer le cadre le plus adéquat pour une approche historique et localisée des expériences populaires du politique. Contre la clôture urbaine des analyses qui ignorent la consistance socio-politique des territoires, et notamment le double mouvement d'industrialisation et d'urbanisation formant les milieux ouvriers², la prise en compte du bassin d'emploi permet de mettre en évidence l'inscription historique et sociale des comportements politiques. Le travail engagé repose ainsi sur une enquête menée au sein de quatre zones économiques hétérogènes : le bassin sidérurgico-minier de Longwy, la zone centrale d'élevage et de polyculture de l'Allier, l'aire d'emploi de Saint-Nazaire structurée autour de l'industrie navale et celle de Grenoble formée autour d'un tissu industriel diversifié (agro-alimentaire, métallurgie, textile, chimie).

Le déploiement d'un questionnement historique a également conduit à infléchir les méthodes employées : l'observation ethnographique et la conduite d'entretiens ont été complétés par un travail documentaire visant à investir prioritairement les fonds d'archives internes à l'organisation communiste. Nous avons ainsi bénéficié de l'ouverture des archives du mouvement communiste et, dans une visée sensible aux pratiques militantes des classes populaires, nous nous sommes essentiellement intéressés au matériel évoquant les échelons inférieurs de l'organisation (cellules et sections)³. L'accès à ce type de documents a permis d'envisager une histoire de la présence communiste dans des territoires s'appuyant non plus seulement sur des sources publiques (presse, discours) mais sur des documents internes (Autobiographies Communistes d'Institution, rapports d'organisation, recommandations politiques et sociologiques du Centre).

Cet usage croisé de l'enquête sociologique de terrain et de l'histoire a posé plusieurs difficultés, notamment dans l'association de la comparaison locale et du questionnement historique. Concilier des perspectives synchronique (multiplication des sites d'observation) et diachronique (évolution historique de la forme partisane) ne va pas de soi : la pluralité des sites investis favorise une observation centrée sur les singularités locales au détriment d'une analyse des mutations historiques. Les différences tendent à être expliquées en termes de traditions locales, de cultures spécifiques, dans un mouvement sous-estimant les mouvements historiques internes qui les travaillent.

Un autre problème inhérent à ce dialogue pluridisciplinaire est la variation des techniques d'investigation en fonction des périodes

¹ A. Laurent, C.-M. Wallon-Leducq, "Vote, offre électorale et territoire", in D. Gaxie, *Explication du vote*, Paris, PFNSP, 1989, pp. 335-356.

² A. Fourcaut, "Les historiens et la monographie. L'exemple de la banlieue parisienne", *Politix* n° 7-8, octobre-décembre 1989, pp. 30-34.

³ Sur la difficulté à saisir le "communisme au quotidien" à travers les sources de l'institution, voir : S. Kott, *Le Communisme au quotidien. Les entreprises d'Etat dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001, 413 p.

historiques. Plus l'on est proche du moment présent, plus la démarche est ethnographique et les sources orales, tandis que le travail documentaire est au centre de l'analyse des périodes passées. Ces techniques différentes introduisent des biais dans la recherche car les valeurs mobilisées par les militants contemporains sont techniquement valorisées alors que le militantisme passé est surtout lu à travers l'institution et ses technologies d'encadrement. On peut ainsi supposer que la tendance des sciences sociales à lire les mutations contemporaines en terme d'individualisation peut être renforcée de façon mécanique par les postures méthodologiques adaptées au temps présent. A contrario, la vision de l'engagement passé des classes populaires comme embrigadement est favorisée par le type de sources mobilisées.

Un autre écueil à éviter dans ce type d'usage croisé de la sociologie politique et de l'histoire est l'explication tautologique des implantations partisans en fonction des traditions politiques locales. L'observateur doit veiller à ne pas succomber à la rhétorique partisane visant à faire concorder une histoire locale et le discours communiste. Contre les études dessinant un PCF héritier naturel du passé, il faut souligner que la captation d'un héritage historique, plus que la tradition elle-même, explique le succès du communisme dans les territoires.

2. Insérer le politique dans les sociabilités populaires

Pour justifier l'intérêt d'une démarche combinant histoire et science politique, il est intéressant d'aborder des singularités locales de l'implantation du PCF dont l' " étrangeté " sociologique s'éclaire par la prise en compte de l'historicité des mobilisations collectives. On a ainsi choisi ici d'évoquer ce qui peut apparaître, au premier abord, comme une " anomalie " sociologique : l'échec de l'ancrage du PCF dans les ateliers de la construction navale à Saint-Nazaire et sa réussite tardive dans l'arrière-pays rural de la cité industrielle.

Les racines historiques d'une faiblesse communiste

Ville de matrice industrielle avec la construction navale, Saint-Nazaire est un fief ouvrier qui acquiert une image de bastion " rouge " dans un contexte d'intenses luttes sociales engagées par les métallos. Malgré des facteurs qui avantagent ailleurs le communisme, comme le caractère mono-industriel, la forte qualification de la population ouvrière, la destruction de la ville pendant la Seconde Guerre mondiale ou encore le déracinement des travailleurs, Saint-Nazaire n'est cependant pas une terre d'élection du PCF et reste ancrée au socialisme municipal depuis 1925. Cette marginalité du courant communiste est particulièrement visible au sein des chantiers navals où les militants ne dépassent pas la trentaine durant l'entre-deux-guerres. Après la brève période euphorique de la Libération, seule une cinquantaine d'ajusteurs, tourneurs et affûteurs sont

politiquement mobilisés dans deux ateliers alors que l'on compte 10 000 salariés répartis dans 25 ateliers¹. Au cours des années 1960, un délégué est envoyé par le Comité Central pour mettre en place une section d'entreprise mais la pénétration communiste reste très faible avec au mieux 91 cartes en 1966 soit moins d'1 % des effectifs salariés. La centaine d'adhérents n'est atteinte qu'en 1976 quelques années avant le début d'une chute brutale et continue des effectifs.

Cette faiblesse du PCF au sein des chantiers navals est étonnante au regard des efforts financiers et militants déployés mais aussi au regard de l'effervescence syndicale que connaît l'entreprise. Si les militants communistes sont peu présents dans les ateliers, la CGT y est fortement implantée et les luttes sociales fréquentes, massives et, parfois, violentes. La densité et la radicalité des pratiques syndicales ne trouvent pas d'expression politique au sein du parti, à l'image du décalage entre le vote CGT au comité d'entreprise et le vote communiste dans la cité ouvrière, respectivement autour de 40 % et 15 % pendant les années 1970. Cet écart s'éclaire lorsque l'on évoque les racines du mouvement ouvrier local. Le bassin nazairien est en effet marqué par une longue histoire de syndicalisme d'action directe. Les premières organisations du monde ouvrier se structurent sous l'impulsion de F. Pelloutier et A. Briand, propagandistes de la grève générale et d'un socialisme révolutionnaire à base syndicale. F. Pelloutier, en particulier, prône l'autonomie syndicale et, dans une perspective d'auto-éducation des travailleurs, impulse la mise en place d'institutions sociales (coopératives, mutuelles, Maisons du Peuple) autour de la Bourse du travail et du syndicat de la métallurgie². Ces valeurs et pratiques militantes marginalisent l'idée d'avant-garde de classe et contrarient l'influence du guesdisme alors que le courant allémaniste se déploie localement, sous l'impulsion notamment d'H. Gautier, membre du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire et responsable du syndicat des chaudronniers avant de devenir secrétaire de la Bourse du travail.

Loin du marxisme et traversé par des tendances anarchistes, le socialisme nazairien naissant privilégie l'activité syndicale et s'accorde peu avec la culture " bolchevique " qui soumet le syndical au politique. Après le Congrès de Tours, les associations de la mouvance communiste n'ont pas de véritable base populaire. Seule la CGTU rassemble un nombre important d'adhérents (200 dès 1923), principalement des syndicalistes de sensibilité anarchiste qui rejoignent peu le parti, s'investissent surtout dans les luttes sociales et résistent à la bolchévisation comme l'illustre leur rejet de certains mots d'ordre de la Fédération des métaux. En réalité, le parti apparaît comme une annexe pour les responsables les plus actifs du syndicat unitaire et cette dérive syndicale conduit à la dissolution du rayon nazairien pour " anarcho-syndicalisme " en 1933.

¹ Eléments pour la préparation de la réunion du 12 juin 1959 (Arch. fédération de Loire-Atlantique du PCF).

² J. Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Seuil, 1971, " Un journaliste nazairien (1883-1892) ", pp. 17-60.

Après la guerre, le PCF ne parvient pas à constituer d'importantes cellules d'entreprise malgré la combativité sociale des ouvriers locaux et alors même qu'il tisse des réseaux militants dans les cités populaires de la ville. Le renforcement de la position des communistes au sein des organismes dirigeants de la CGT ne fait pas contrepoids aux "*pesanteurs réformistes*" ou "*anarchistes*" du syndicat que regrettent toujours les rapports du PCF. Les ouvriers de la Navale restent rétifs aux mots d'ordre strictement politiques et sont surtout sensibles aux revendications économiques. Lorsque, suivant les directives nationales, la CGT appelle à la grève générale en 1947 dans le contexte d'entrée dans la Guerre froide, la proposition est soutenue par seulement 18 % des ouvriers votants et seuls les dockers y sont majoritairement favorables¹. Le PCF ne parvient pas à contrôler une base cégétiste qui ne prolonge pas son engagement social par un soutien politique au communisme. Ainsi les dirigeants nazairiens du PC se heurtent-ils aux manifestations d'autonomie de l'un des leaders de la CGT, J. Godeau. Cet ajusteur est maintenu dans les organes dirigeants de la CGT grâce à l'action des militants syndicalistes de l'usine qui s'opposent au parti². Il rejoint en 1955 le Mouvement Français pour l'Abondance (MFA). En mêlant principes solidaristes et réflexions économiques tout en prônant "*l'intervention des travailleurs dans l'organisation sociale et économique du pays*" afin d'accéder à "*l'autonomie des producteurs*", ce courant a les accents allémanistes des socialistes nazairiens du début du siècle. Aux chantiers navals, le MFA a rapidement plus d'adhérents que le PC : en 1959, il compte 120 adhérents contre 50 pour la section communiste et bénéficie d'une "*forte influence dans la CGT [...], les bulletins édités par la section syndicale sont le reflet des théories développées par ce mouvement*" estime un rapport du PCF. L'implantation exceptionnelle de ce mouvement dans le monde industriel nazairien perpétue la particularité du mouvement ouvrier local centré sur les questions syndicales. Cette virulence syndicale se traduit également par une puissante affiliation ouvrière à FO, animée localement par le métallo P. Malnoé au discours très anticapitaliste et anticommuniste³.

Sans évoquer les conditions sociales de cette spécificité politique, nous avons voulu montrer que les difficultés de l'activité communiste à l'usine s'inscrivent dans une réticence historiquement constituée à s'organiser politiquement sur la base du métier. Ce mouvement renvoie à la difficile bolchévisation des années 1920 (importante CGTU sans création de cellules d'entreprise) et, plus profondément, à des pratiques syndicales d'action directe.

Changement social et implantation communiste

¹ J. Réault, *Etudes sur l'évolution des forces syndicales dans l'aire d'emploi de Saint-Nazaire*, Nantes, LERSCO, brochure ronéotypée, 1981, p. 37.

² J. Pastor, *Godeau 1911-1971. Hommage à une conscience*, brochure ronéotypée non datée, 89 p.

³ Voir son autobiographie : P. Malnoé, *De toutes mes forces*, Nantes, Siloë, 2001, 239 p.

A Saint-Nazaire, la combativité syndicale d'atelier échappe au PCF. La mise en perspective historique des pratiques militantes permet de distinguer la sociabilité populaire, ici celle des métallos de la Navale, de la sociabilité partisane, deux phénomènes souvent confondus dans l'étude des " bastions " ouvriers. L'observation de l'implantation récente du PCF dans l'arrière-pays rural de la ville industrielle, dans le marais de Brière, nécessite également l'inscription des attitudes politiques dans le temps long des mutations des sociabilités populaires. L'établissement de municipalités rouges dans les villages ouvriers du marais à partir de la fin des années 1970 renvoie en effet à une remise en cause de l'intégrité communautaire du marais qui n'apparaît qu'au terme d'un retour sur l'histoire du groupe ouvrier briéron.

L'industrialisation de l'estuaire de la Loire à la fin du 19^e siècle ne transforme pas radicalement le mode de vie des habitants du marais. Ayant acquis un savoir faire dans la construction de leurs chalands pour les déplacements sur le marais, les Briérons, poussés par l'exiguïté ilienne peu favorable au maintien d'importantes exploitations agricoles, ont loué leur maîtrise technique à des petits chantiers de construction navale, puis ces charpentiers-paysans sont passés aisément au travail du fer. Les villages du marais de Brière fournissent ainsi depuis plus d'un siècle les contingents d'ouvriers qualifiés (ajusteurs, tourneurs, soudeurs) de l'industrie navale nazairienne. Les conditions rurales de résidence de la communauté briéronne font que celle-ci garde son particularisme terrien tout en devenant, en partie, ouvrière, par ses conditions de travail. Non seulement les ouvriers Briérons possèdent leurs chaumières et des parcelles de terrain consacrées à l'élevage et à la culture, mais ils jouissent également de la propriété collective des 7000 hectares du centre du marais. Cette possession communautaire permet la poursuite d'une pratique de gestion collective et autonome des ressources du marais (tourbe, roseau, gibier..) dans le nouveau contexte de l'industrialisation. Or à partir des années 1960-70 les conditions socio-économiques de cette sociabilité populaire sont progressivement bouleversées avec notamment le développement des activités touristiques dans le marais, l'installation d'un Parc Naturel Régional, la réglementation de la chasse et l'installation de membres des classes moyennes nantaises et nazairiennes. C'est dans un contexte de remise en cause de la possession collective du marais et des loisirs populaires, que le PCF trouve une audience inédite dans le marais¹. Il apparaît comme un outil de défense des activités populaires traditionnelles, en particulier de la chasse soumise à de nouvelles réglementations européennes. L'effritement de la base sociale et culturelle entretenant de la sociabilité locale mène à une adhésion au communisme afin de perpétuer d'un point de vue idéologique (la réputation des Briérons rouges) et politique (le pouvoir municipal) cette identité communautaire. Menacée par des processus

¹ Cf. J. Mischi, " La Brière rouge : l'utilisation identitaire d'une marque politique ", *Communisme*, n°51-52, 1997, pp. 51-72.

d'érosion des valeurs collectives, la communauté briéronne donne à voir sa permanence en utilisant un sigle politique stigmatisant, le communisme, qui fixe l'identité du groupe, d'autant plus que cette marque politique est inédite dans la région.

La prise en compte de la fabrication historique des attitudes partisans est un moyen de relier les comportements politiques aux transformations des conditions sociales des mobilisations collectives. L'approche locale associée à une temporalité longue permet notamment de déconstruire la relation entre sociabilité populaire et sociabilité militante et, en particulier, de montrer que cette dernière peut s'épanouir lorsque la première entre en déclin¹. Le recours aux outils de l'histoire sociale évite de surestimer les effets de la stratégie politique et de reprendre tel quel le schéma colporté par l'institution communiste dessinant un PC aux côtés d'un monde ouvrier conquérant.

3. La désagrégation des territoires communistes

En dévoilant les logiques sociales de l'implantation du PCF, la démarche socio-historique offre les outils d'analyse de sa crise dans la période contemporaine. La comparaison diachronique souligne qu'au delà de la baisse du nombre d'adhérents ou d'électeurs, le déclin du PCF se traduit par une transformation des identifications partisans et renvoie à une mutation du rapport populaire au politique.

Les formes de la crise du PCF

Plusieurs indices rendent compte de la crise du militantisme communiste depuis la fin des années 1970 : abstentionnisme croissant aux réunions, disparition des cellules et rétraction du militantisme autour des sections, baisse du taux de cotisation... Selon les critères partisans d'évaluation de l'engagement identifiables par l'étude des procédures de vérification biographique², les tâches pratiques étaient auparavant jugées insuffisantes si elles n'étaient pas associées à une adhésion idéologique. Or les derniers actes militants perdent leur caractère politique et collectif et se réduisent à des fonctions pratiques. Dépolitisé, l'engagement communiste se fait pragmatique. Loin de se poser en défenseur d'un corpus idéologique, les militants les plus actifs tendent à jouer un rôle d'assistance sociale. Si cette fonction était déjà essentielle dans le passé, elle était auparavant encadrée par une orientation politique globale. La disparition de celle-ci ne laisse aujourd'hui apparent que la prise en compte des problèmes quotidiens (coupures d'électricité et de gaz dans les quartiers, bruit et insécurité dans les ateliers). Ce mouvement est renforcé par la sociologie

¹ Cf. J. Mischi, " Travail partisan et sociabilités populaires : observations localisées de la politisation communiste ", *Politix*, n° 63, 2003, pp. 91-119.

² C. Pennetier, B. Pudal (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Éditions Belin, 2002, 367 p.

des nouveaux militants qui se recrutent de plus en plus parmi les membres des professions intermédiaires du secteur social et de la santé. Quant aux activités de masse, elles se rétractent autour des rassemblements festifs et commémoratifs. Alors que les activités plus proprement politiques déclinent, les pratiques communistes de gestion de la mémoire collective et de célébration de la communauté partisane se poursuivent.

La dévalorisation des rétributions matérielles et symboliques de l'engagement politique se manifeste par une érosion des processus d'identification partisane. On ne milite plus pour le communisme en tant que tel mais au sein de certains réseaux à thèmes (femmes, éducation, immigrés, Europe...) qui se développent avec des comités propres et des manifestations particulières : les militants sélectionnent les domaines qu'ils investissent sans se reconnaître forcément dans l'ensemble du message partisan. Cette segmentation de l'engagement communiste, auparavant uni dans une sacralisation du parti¹, renvoie au refus de la militance continue. Ce détachement touche surtout les jeunes adhérents qui entrent en communisme par le biais de thèmes particuliers (anti-racisme, défense du PACS, dénonciation de la précarité) et maintiennent leur engagement dans cette optique sélective en puisant des ressources à leur pratique politique dans un corpus peu unifié selon leurs préoccupations. Cette prise de distance à l'égard d'un engagement intégral se manifeste chez les nouveaux responsables locaux du PCF par le refus du statut de permanent. Ils gardent souvent leur emploi, sont présents épisodiquement au local du parti, et ont des cercles d'amis à l'extérieur de la sphère militante.

Pour les communistes, le parti devient un élément parmi une " pluralité " d'insertions sociales possibles. Ils négocient la densité de leur engagement en fonction de leurs positions ou de leurs attentes et peuvent s'en tenir à un soutien associatif, à un militantisme uniquement local ou à une activité essentiellement électorale. La dynamique du changement partisan s'observe donc dans les inflexions des trajectoires militantes et les transformations des savoir-faire militants, qui traduisent la perte du primat du parti dans l'engagement communiste². Les militants revendiquent toujours une identité communiste qu'ils dissocient de l'institution politique et qui tend désormais à se loger dans des réseaux externes à la sphère partisane : mairies, syndicats, associations d'anciens résistants... Le parti n'a progressivement plus le monopole de l'identité communiste : les fédérations départementales déterminent de moins en moins le choix des candidatures communistes aux scrutins électoraux et le label communiste est revendiqué avec succès par des exclus, des syndicalistes non " encartés ", des équipes

¹ Voir M. Lazar, " Le Parti et le don de soi ", *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 60, octobre-décembre 1998, pp. 35-42.

² Non seulement un nouveau rapport à l'institution se lit dans les pratiques et les discours des communistes, mais ce mode d'affiliation politique est progressivement promu par la direction nationale du PCF : J. Mischi, " La recomposition identitaire du PCF : modernisation du parti et dépolitisation du lien partisan ", *Communisme*, n° 72-73, 2003, pp. 71-99.

municipales élues contre des candidats soutenus par le parti... D'autre part, la sociabilité rouge maintenue perd son pivot partisan car les associations et les municipalités prennent le pas sur le parti dans l'organisation des fêtes, et certaines organisations parallèles comme la Confédération Nationale du Logement et de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail conservent une base populaire tout en s'émancipant du parti¹.

L'érosion des conditions sociales de la légitimité communiste

Si la crise du PCF s'explique par l'attitude des entrepreneurs politiques (réduction de l'offre idéologique, tournants stratégiques incessants, absence de renouvellement de l'encadrement fédéral jusqu'à une date récente...), elle renvoie plus profondément au déclin des conditions de possibilité de la mobilisation communiste. L'approche socio-historique souligne l'importance des liens sociaux concourant à la structuration du politique : l'entreprise politique est une forme objectivée de relations sociales qui se transforme en même temps que se modifient les rapports sociaux². Or les conditions sociales d'un parti qui impliquait, dans sa conquête du pouvoir, la promotion de l'action collective des classes populaires s'effritent.

Le PCF subit les transformations sociales générales qui touchent différentes instances de socialisation populaire (Eglise, école, syndicat) et leur encadrement issu des mondes industriels et ruraux. Dans les quatre sites étudiés, le communisme est surtout l'histoire d'une génération issue de deux décennies fondamentales, allant des prémices du Front Populaire à l'immédiat après guerre, et qui maintient une position déterminante au sein des fédérations jusque dans les années 1970. Produits par l'institution, leurs "héritiers" s'engagent moins lors de luttes sociales que pour le parti qu'ils intègrent très tôt, intimement (ils sont issus de familles militantes) et professionnellement (ils sont rapidement permanents dans un contexte de multiplication des postes partisans et sous l'effet d'une stratégie de gestion des personnels privilégiant leur forte intégration politique) : coupés de la réalité sociale qu'ils sont censés incarner, leur action d'entrepreneurs de l'institution prend le pas sur leur rôle de représentants des catégories sociales plébéiennes. Le déclin du PCF exprime ainsi la crise de reproduction d'un personnel politique d'encadrement d'extraction ouvrière, un grippage des mécanismes sociaux de reconduction d'un corps dirigeant issu des classes populaires³. L'implantation communiste en milieu populaire doit

¹ J. Ion souligne le mouvement d'autonomisation de groupes par rapport aux larges constellations dans lesquelles ils étaient traditionnellement insérés et unis par un socle idéologique commun : J. Ion, " L'évolution des formes de l'engagement public ", dans : P. Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, PFNSP, 1994, pp. 23-39.

² Cf. M. Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF (1987), 4^e éd. 2002, 125 p.

³ Cf. B. Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, chapitre 8 " Aggiornamento et reproduction du corps dirigeant 1956-1980 ", Paris, PFNSP, 1989, pp.

beaucoup à la fidélisation d'un personnel peu diplômé qui était redevable pour son environnement culturel à l'organisation communiste, véritable "*mécanisme de substitution*" scolaire pour les classes défavorisées¹. Or les mutations du système de formation scolaire et professionnelle (explosion scolaire, secondarisation prolongée de la jeunesse, crise des centres d'apprentissages, développement des lycées d'enseignement technique) affaiblissent les ressorts sociaux à l'adhésion communiste. Dans les quartiers populaires, le contexte de professionnalisation de la gestion du lien social consécutif à la désagrégation des anciennes solidarités familiales et associatives jouent contre les structures du PCF qui perdent leur rôle de médiateurs entre le local et le national.

Contre une posture finaliste personnalisant le comportement organisationnel, la socio-histoire s'efforce de rattacher l'institutionnalisation du politique à la construction des groupes sociaux. Elle éclaire donc les conditions sociales du déclin du PCF. Le communisme s'est épanoui au sein de certains milieux populaires en apportant une modernité respectueuse des formes communautaires par ses actions pratiques (gestion municipale, investissement associatif, promotion des instances solidaires d'ordre syndical ou coopératif) et symboliques (éloge des classes populaires, fabrication de héros exemplaires, valorisation de la collectivité locale, professionnelle et militante). Or les conditions de la production de la légitimité communiste s'érodent sous l'effet de la routinisation et de la professionnalisation de l'institution partisane, et les conditions de sa réception sont détruites avec la désagrégation des modes de vie communautaires, par intégration à la société globale ou précarisation des conditions de vie et de travail. Le PCF ne résiste pas à la décomposition des groupes sociaux préexistants, qui constituent une instance primaire de socialisation politique favorable à la mobilisation collective. Ainsi les milieux populaires les plus résistants à la désintégration sociale, à l'image des ouvriers du marais de Brière ou des ruraux du bocage bourbonnais dont les conditions collectives d'habitat se maintiennent, peuvent-ils plus facilement conserver une organisation communiste.

Les conditions de résidence de ces deux groupes sociaux compensent en quelque sorte la crise des insertions professionnelles qui fragilisent le PCF. Avec notamment la diminution des conflits sociaux et la régression du taux de participation aux élections professionnelles, le déclin de ce parti apparaît en effet comme un élément de l'érosion d'une identité sociale issue d'une "*civilisation du travail sous l'hégémonie du salariat*"². Ce constat ne signifie pas la remise en question de la centralité du travail dans les pratiques et les représentations sociales car le rapport au travail est toujours un déterminant fondamental du rapport au politique, mais la transformation

275-319. Cette réflexion se poursuit dans : B. Pudal, " La beauté de la mort communiste ", *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, octobre-décembre 2002, pp. 545-559.

¹ D. Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978. p. 245.

² R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995, 490 p.

des relations collectives nouées dans un cadre professionnel en raison notamment du développement de la précarité jouent contre la mobilisation communiste. L'effondrement du PCF s'insère ainsi dans le changement social contemporain (décomposition de la classe ouvrière, recomposition des classes moyennes, déclin des réseaux de sociabilité populaire) qui exprime une dégradation des fonctions intégratrices jouées par le travail et le territoire.

La " dissociation " de l'institution communiste manifeste la crise d'un modèle d'intégration normative et de promotion d'une identité de classe basée sur la valorisation de l'action collective et le sentiment d'appartenance ouvrière ou paysanne. Cependant, si la forme communiste de participation politique s'est effondrée, les solidarités populaires ne disparaissent pas pour autant. Les sociabilités populaires se transforment en perdant leur structure d'emboîtement communautaire : l'esprit ouvrier et paysan de camaraderie perdure au sein des réseaux sportifs ou festifs, de sociétés de chasse ou de comités de syndicalistes retraités. La culture populaire ne se réduit pas, ainsi que le souligne J.-N. Retière, aux seules modalités syndicales et politiques d'expression ouvrière actuellement en déclin¹. Les valeurs populaires d'entraide collective et de valorisation du don de soi se maintiennent, à l'image de l'affluence toujours importante aux fêtes communistes : la dimension politique de l'engagement partisan décline alors que le modèle festif populaire qu'il a favorisé résiste mieux.

*

Dans un souci d'éviter une vision substantialiste du politique, nous avons, tout au long de notre investigation doctorale, mis en récit une culture partisane, appréhendé des identités collectives sur un mode socio-historique avec l'élaboration répétée d'itinéraires biographiques, la multiplication des contextes locaux d'observation et le recours à des techniques diversifiées d'analyse concrète des pratiques et valeurs politiques : observation participante, questionnaires, dépouillement archivistique, entretiens... Ancrée dans une visée interprétative générale, l'approche monographique ne conduit pas seulement à l'élaboration de l'histoire locale d'une implantation partisane, mais constitue un moyen empirique de compréhension des processus d'unification et de désagrégation partisane. Elle dévoile en particulier les logiques sociales de la structuration de l'entreprise partisane qui n'est pas réductible aux règles institutionnelles qu'elle se donne. En plus des visées institutionnelles et symboliques revendiquées, la construction du parti s'enracine dans des processus socio-culturels propres aux milieux populaires. En se servant de l'étiquette communiste et des réseaux institutionnels du parti, des groupes sociaux à base résidentiel construisent en même temps la réalité partisane. Cette attention conjointe aux phénomènes sociaux et politiques permet de

¹ J.-N. Retière, *Identité ouvrière, Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 13 et p. 220.

dessiner la complexité de l'ancrage des partis en milieu populaire, marqués à la fois par les usages sociaux dont ils sont les objets et par les stratégies politiques engagées.